



COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué des organisations syndicales suite à la rencontre CGT FO FSU SUD avec le président de l'université de Lorraine, à son invitation, mercredi 18 avril 2018.

Sur la loi ORE et Parcoursup

Nous sommes tout d'abord revenus sur nos revendications : retrait de la loi ORE, OUI pour toutes et tous à l'UL sans mise en attente. Nous demandons au président d'écouter la contestation qui prend de l'ampleur à l'UL comme partout dans le pays.

Sur l'appréciation générale de la loi ORE et du dispositif Parcoursup, le constat est partagé de notre désaccord. Concernant sa mise en œuvre par l'UL, des chiffres nous ont été communiqués concernant les futurs bacheliers et les dossiers déposés, d'où il ressort qu'en dehors de la filière STAPS et peut-être DEG et PACES, les licences de l'université ne devraient pas être « en tension ».

Face à cette situation, le président affiche à la fois une politique d'accueil qui se veut rassurante et ouverte mais il ne va pas au bout de cette position. Cela aboutit à un positionnement incohérent, où tous les bacheliers lorrains devraient en principe avoir une place à l'UL mais où l'on refuse, dans la majorité des licences, à leur octroyer immédiatement un OUI.

Sur les blocages (CLSH Nancy - UFR ALL et SHS Metz)

Conformément au vote de l'AG des personnels mardi 17 avril à Nancy, notre délégation a demandé la réouverture de la BU, du SUAPS, de la MDE et du WIFI sur le CLSH Nancy. Le président y a opposé un refus, estimant que c'était aux bloqueurs de rouvrir le campus.

Tout en listant des points qui posent problème (personnes extérieures attirées sur le campus, tags, matériel et salles dégradés, effractions ou tentatives d'effraction (à Metz, à l'IECA à Nancy), bâtiments administratifs cadencés, du monde après les heures de fermeture habituelles...), qui conduiront pour certains à des dépôts de plaintes, le président se félicite qu'il n'y ait pas eu de violence, même si la situation a été parfois très tendue entre étudiants bloqueurs et antiblocage. La situation induit également une surcharge de travail pour les collègues (organisation d'examens ou de comités de sélection), et le président a rappelé que sa responsabilité était engagée en cas d'accident.

Finalement, le président a insisté sur deux choses importantes :

- il ne laissera passer aucune violence ou effraction ou tout autre problème du genre ;
- il s'est engagé sur le fait que les examens se tiendraient dans le calendrier initial (il ne sera pas possible de déplacer ni de décaler les examens de ALL par exemple). Si les examens ne peuvent pas se tenir, il emploiera les moyens nécessaires pour que ce soit le cas.

Nous avons rappelé que tant que rien ne se déblocuera au niveau national, le mouvement tiendra et notre soutien aux étudiants aussi.

En cas de recours aux forces de l'ordre ou à la contrainte pour débloquent les campus, nos organisations appelleront les personnels à la grève.

Post-scriptum : nous avons été étonnés d'apprendre par voie de presse, après cette réunion, que le président organisait une nouvelle consultation électronique sur le blocage auprès des étudiants du campus lettres à Nancy, demain jeudi 19 avril, le jour même de l'AG.